

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE ÎLE-DE-FRANCE

1^{er} trimestre 2024

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

1er trimestre 2024

- En Île-de-France, au 1er trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 0,3 % en catégorie A et est quasi stable en catégories A, B, C
- Le taux de chômage augmente de 0,2 point au 4e trimestre 2023, à 7,2 % de la population active
- L'emploi salarié est quasi stable au 4e trimestre 2023 (-0,1 %)
- La baisse des demandes d'autorisation d'activité partielle se poursuit au cours du 1er trimestre 2024
- Le nombre de procédures et le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC augmente légèrement entre le 4^e trimestre 2023 et le 1er trimestre 2024.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec France Travail et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de France Travail, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- Une expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA (BRSA) a été initiée en avril 2024 dans 18 territoires de France dont l'un d'eux est situé dans les Yvelines. Fin décembre 2024, cette expérimentation concerne, dans toute la France, environ 15 200 personnes dont 11 000, orientées vers un parcours emploi ou socio-professionnel, sont comptabilisées comme demandeurs d'emploi.
- Depuis la précédente publication, les coefficients de correction des variations saisonnières (CVS) ont été actualisés, entraînant des révisions sur le passé.
- La prochaine publication sera disponible en septembre 2024 et portera sur le deuxième trimestre 2024. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché

Page 12 : Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA

Page 13 : Les entrées et les sorties de France Travail

Page 14 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 15 : Les offres d'emploi collectées* par France Travail

Page 16 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 17 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 18 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 19 : L'emploi salarié

Page 20 : L'emploi salarié par secteur

Page 21 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 22 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 23 : Les demandes d'activité partielle

Page 24 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à France Travail et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 970 130 en moyenne au *premier trimestre 2024*. Parmi eux, 593 900 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégorie A, la demande d'emploi diminue de 0,3 % au *premier trimestre 2024* et augmente de 0,6 % sur un an.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi est quasi stable sur le trimestre (+0,1 %) et augmente de +1,9 % sur un an. Sur le trimestre, la demande d'emploi des hommes augmente quand celle des femmes stagne. La demande d'emploi des moins de 25 ans continue d'évoluer plus défavorablement que celle des autres catégories d'âge.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à la hausse sont ceux de la gestion et administration des entreprises, ceux de la communication, information, art et spectacle et ceux de l'informatique et télécommunications. Au contraire, ceux des services aux particuliers et aux collectivités et ceux de l'hôtellerie, restauration, alimentation contribuent à limiter cette hausse.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de 0,7 % au *premier trimestre 2024* et stagne sur l'année.

Le taux de chômage, au sens du BIT, augmente de 0,2 point au *quatrième trimestre 2023*, s'établissant à 7,2 % de la population active, contre 7,3 % en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail est quasi stable au *premier trimestre 2024* (-0,1 % après +3,7 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 46 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *premier trimestre 2024*. C'est plus qu'au trimestre précédent (42) et un peu moins qu'au premier trimestre 2023 (47).

Emploi

Au *quatrième trimestre 2023*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche dépasse les 2,2 millions en Île-de-France, soit +2,2 % de plus qu'au quatrième trimestre 2022.

Au *quatrième trimestre 2023*, l'emploi salarié diminue légèrement (-0,1 %).

Au *quatrième trimestre 2023*, un peu plus de 2,2 millions de contrats d'embauche sont signés dans le secteur privé, soit +4,9 % par rapport au quatrième trimestre 2022.

Le nombre d'intérimaires diminue de 1,1 % au *quatrième trimestre 2023*.

Accompagnement des mutations économiques

Au *premier trimestre 2024*, environ 480 autorisations d'activité partielle ont été accordées, en légère baisse par rapport au trimestre précédent; ce nombre reste toutefois plus élevé qu'avant la pandémie.

Au *premier trimestre 2024*, 73 plans de sauvegarde de l'emploi et 15 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Plus de 6 000 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région. Ces chiffres sont légèrement supérieurs à ceux observés au trimestre précédent.

Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 1er trimestre 2024

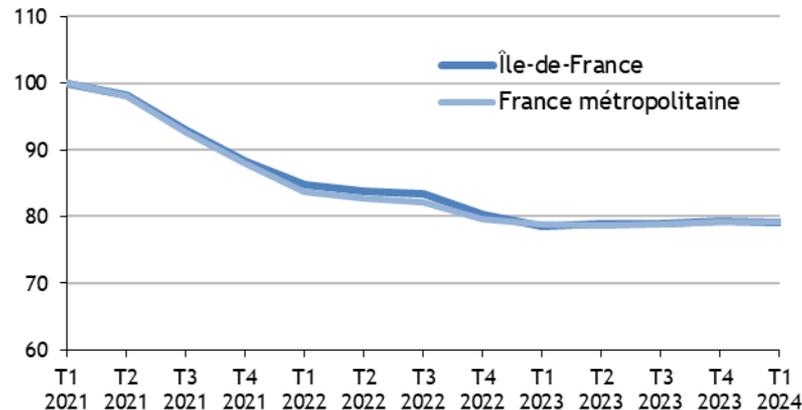
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 1er trimestre 2024 diminue de 0,3 % en catégorie A et est quasi stable en catégories A, B, C (respectivement +0,6 % et +1,9 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente (+0,8 % après +2,6 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente de 0,3 %.

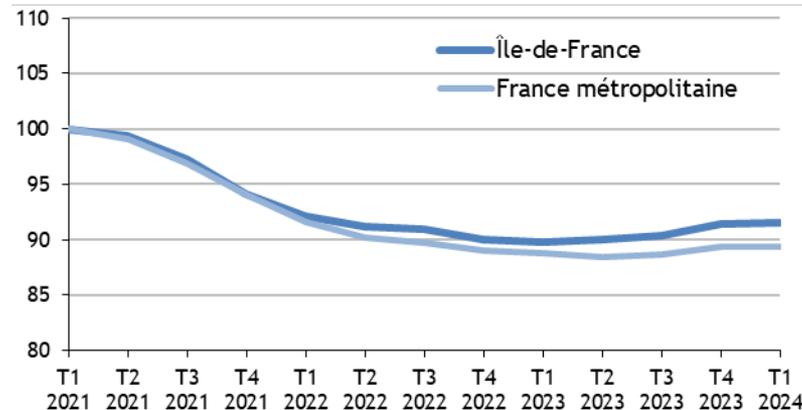
1er trimestre 2024	Île-de-France	France métr.	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métr.	Île-de-France	France métr.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	593 900	2 819 830	-0,3	-0,1	0,6	0,4
Catégories B, C (demandeurs en activité réduite)	376 230	2 304 430	0,8	0,3	4,0	1,1
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	970 130	5 124 270	0,1	0,1	1,9	0,7

Le nombre de demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi diminue de 0,4 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et augmente de 0,9 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trimestre 2020)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trimestre 2020)



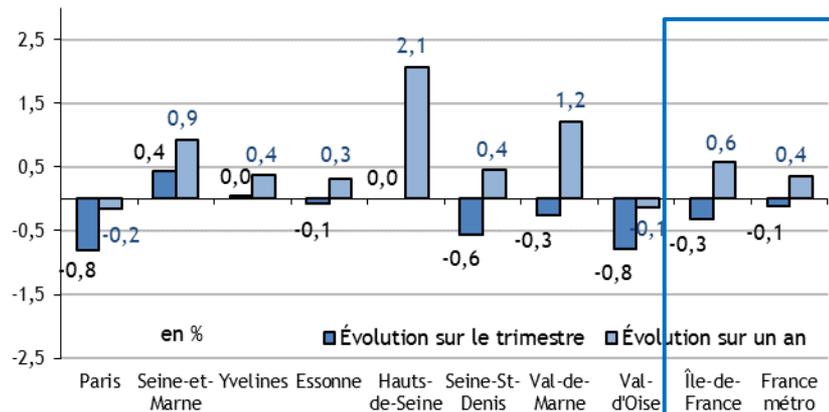
Les demandeurs d'emploi par département au premier trimestre 2024

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue dans la moitié des départements, il stagne dans les Yvelines, l'Essonne et les Hauts-de-Seine et augmente en Seine-et-Marne. Sur un an, hormis à Paris et dans le Val-d'Oise, ce nombre augmente dans les départements franciliens, ce qui amène la région à une progression un peu plus forte qu'en France métropolitaine (+0,4 % contre +0,6 % pour l'Île-de-France).

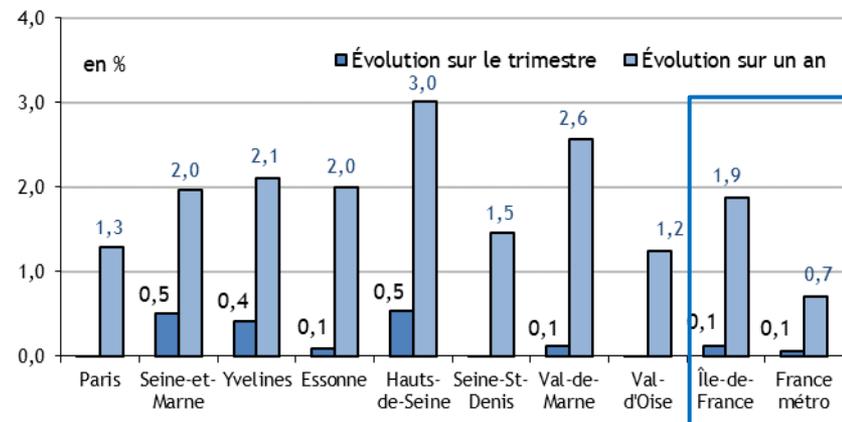
En catégories A, B et C, la demande d'emploi francilienne est quasi stable, comme pour l'ensemble de la France sur le premier trimestre (+0,1 %). Sur un an, l'évolution varie de +1,2 % dans le Val-d'Oise à +3,0 % dans les Hauts-de-Seine.

Données CVS-CJO 1er trimestre 2024	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	107 380	-0,8	-0,2	188 880	0,0	1,3
Seine-et-Marne	62 800	0,4	0,9	104 460	0,5	2,0
Yvelines	60 780	0,0	0,4	99 280	0,4	2,1
Essonne	53 710	-0,1	0,3	89 340	0,1	2,0
Hauts-de-Seine	70 240	0,0	2,1	113 440	0,5	3,0
Seine-St-Denis	108 060	-0,6	0,4	167 750	-0,2	1,5
Val-de-Marne	67 390	-0,3	1,2	106 910	0,1	2,6
Val-d'Oise	63 540	-0,8	-0,1	100 070	-0,2	1,2
Île-de-France	593 900	-0,3	0,6	970 130	0,1	1,9
France métr.	2 819 830	-0,1	0,4	5 124 270	0,1	0,7

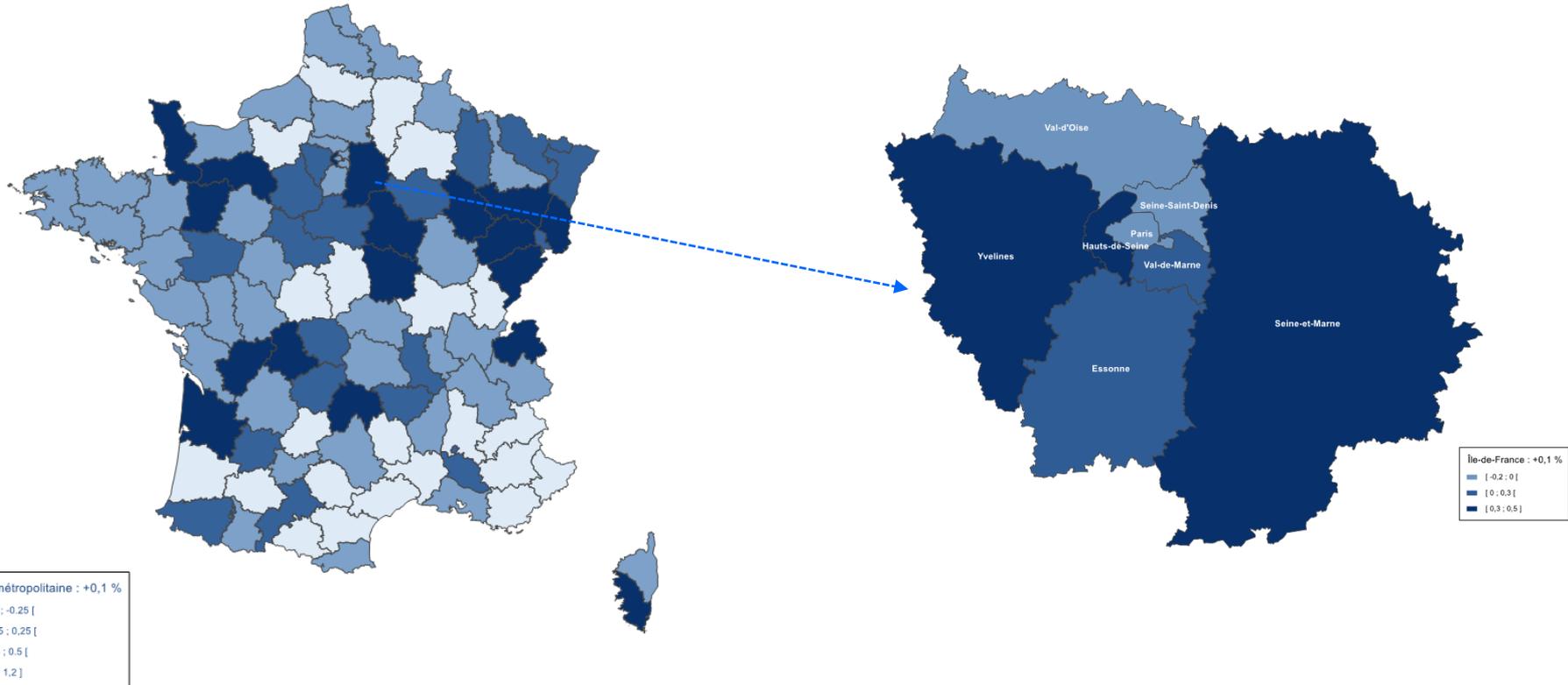
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégories A, B, C (données CVS-CJO)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 4e trimestre 2023 et le 1er trimestre 2024 (en %, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 1er trimestre 2024 (catégories A, B, C)

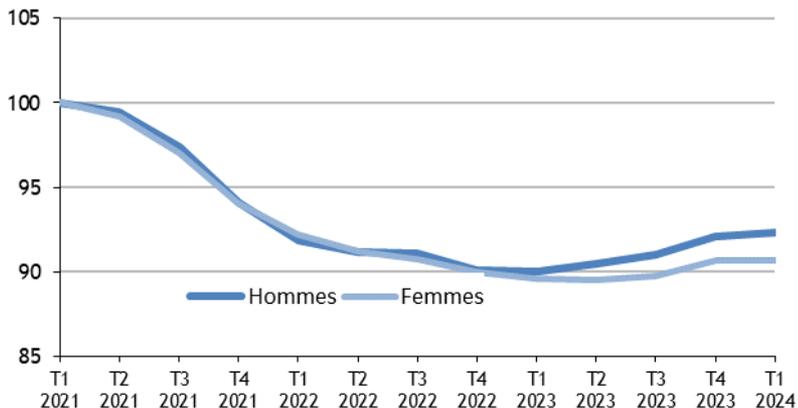
Sur le premier trimestre 2024, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente de 0,2 % pour les hommes et stagne pour les femmes.

Sur un an, la demande d'emploi des femmes augmente de 1,2 % tandis qu'elle diminue en France métropolitaine; celle des hommes augmente de 2,5 % (1 point de plus qu'en France métropolitaine).

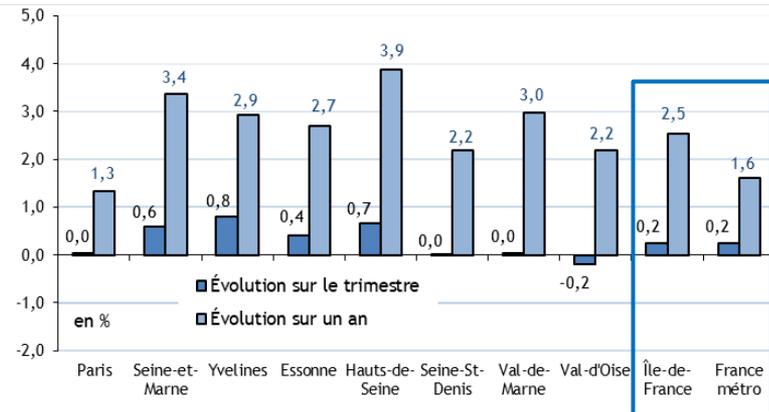
Pour les femmes comme pour les hommes, c'est dans les Hauts-de-Seine que l'augmentation annuelle est la plus importante.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

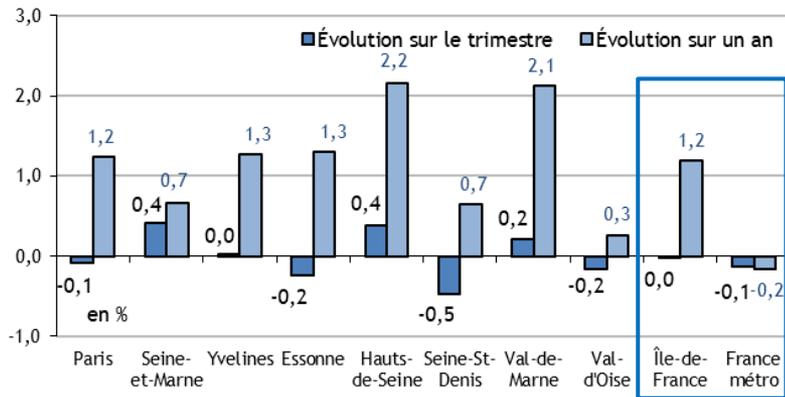
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trim 2020)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 1er trimestre 2024 (catégories A, B, C)

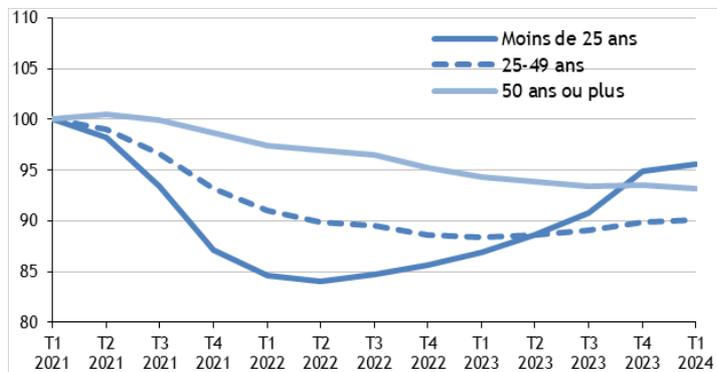
Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 0,7 % pour les moins de 25 ans et de 0,2 % pour les 25-49 ans alors qu'elle diminue de 0,4 % pour les 50 ans et plus.

Sur un an, la demande d'emploi des plus jeunes augmente très fortement (+10,0 %). Cette augmentation est particulièrement marquée à Paris et dans les Hauts-de-Seine.

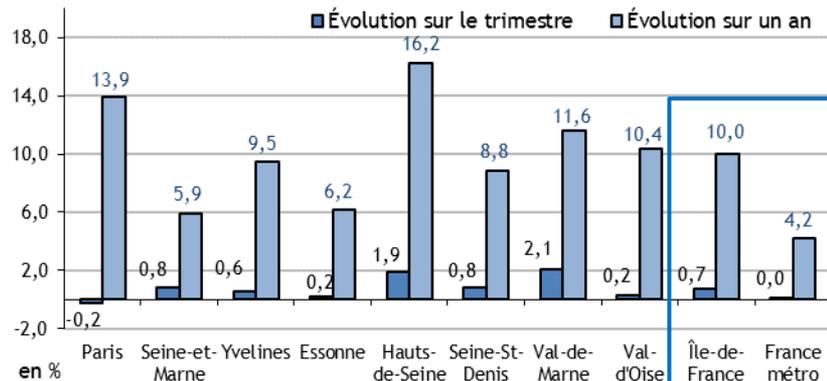
Le nombre de demandeurs d'emploi seniors repart légèrement à la baisse ce trimestre mais leur poids demeure important (27,2 %) parmi l'ensemble des demandeurs et reste supérieur de plus de 10 points à son niveau d'avant 2010.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

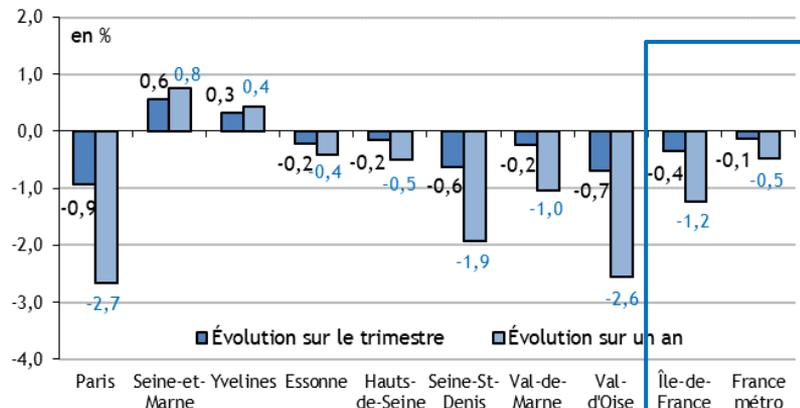
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trim 2020)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché au 1er trimestre 2024 (catégories A, B, C)

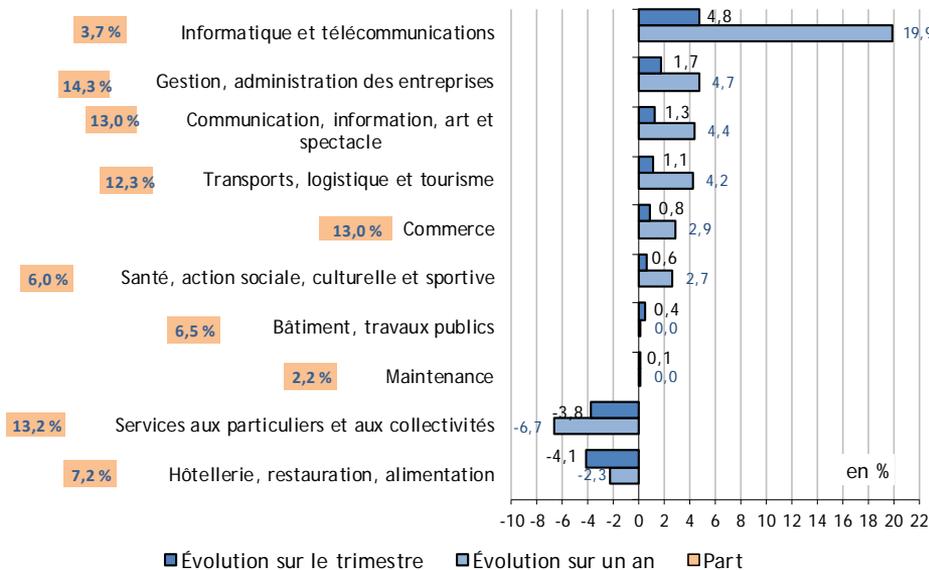
Au premier trimestre 2024, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente dans quasi tous les domaines professionnels.

Sur le trimestre, les métiers de l'informatique et des communications enregistrent à nouveau la plus forte augmentation de la demande d'emploi (+4,8 %).

A l'inverse, les métiers liés aux services aux particuliers et aux collectivités (agents d'entretien, assistants maternels, agents de gardiennage et de sécurité, employés de maison...) et ceux de l'hôtellerie, restauration, alimentation enregistrent une diminution importante, respectivement de -3,8 % et -4,1 %. En cumul, ces métiers sont recherchés par plus de 20 % des demandeurs d'emploi. L'approche des JOP fournit une possible explication à cette évolution puisqu'on retrouve dans ces familles de métiers de nombreux services nécessaires à l'organisation et à l'accueil des touristes durant la période olympique.

Sur un an, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+17 840) sont celles des métiers de la gestion, administration des entreprises (+6 250) et ceux de l'informatique et des télécommunications (+5 960).

Demands d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Lecture : au 1er trimestre 2024, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,2 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre diminue de 4,1 % sur le trimestre et de 2,3 % sur l'année.

Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 1er trimestre 2024

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus accélère sa croissance au premier trimestre 2024 (+0,7 % après +0,4 %) tandis que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an diminue de 0,3 %. Les demandeurs de longue durée représentent 43,0 % des demandeurs franciliens, soit 0,2 point de plus qu'au trimestre précédent et 0,9 points de moins qu'il y a un an.

Au 3e trimestre 2023, la durée d'inscription à France Travail, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 323 jours, en hausse de 25 jours par rapport au 2^e trimestre 2023*.

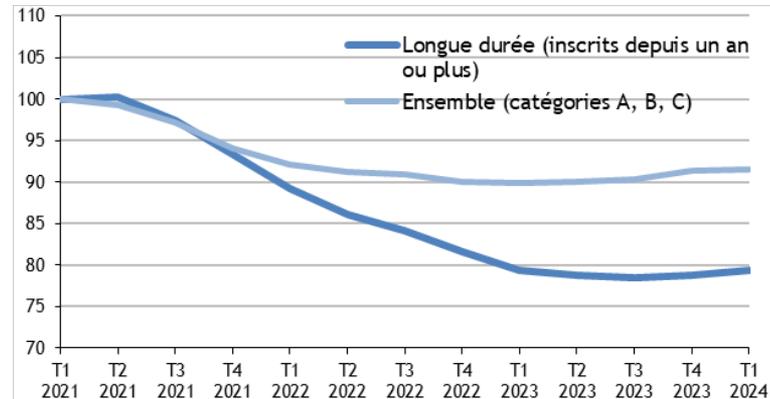
La part des demandeurs d'emploi ayant des droits payables au RSA en Île-de-France reste stable à 12,6 % au premier trimestre 2024 (-0,5 point sur un an). En un an, leur nombre diminue de 1,9 % en Ile-de-France (contre -0,9 % en France métropolitaine).

* Si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait inscrit, en moyenne, plus de 10,5 mois consécutifs à France Travail - « Durée de chômage (4e trimestre 2023) », Statistiques et indicateurs, novembre 2023, France Travail.

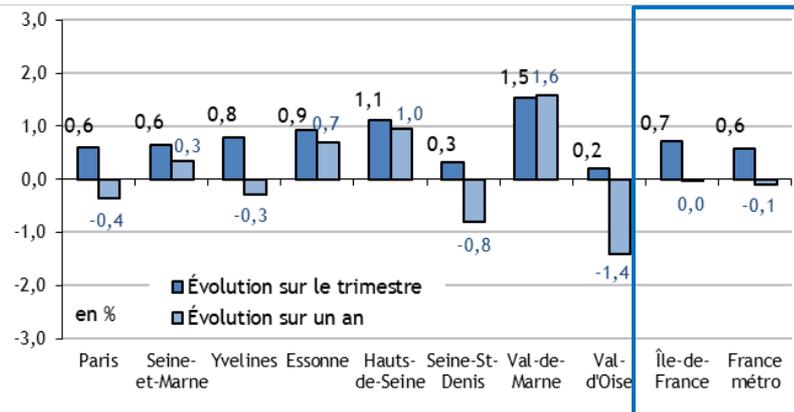
Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métró.
1 ^{er} trim. 2024	11,4	12,5	12,2	10,7	12,3	16,0	12,7	11,7	12,6	13,2
1 ^{er} trim. 2023	12,0	13,0	12,7	11,1	13,3	16,0	12,9	12,6	13,1	13,4

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trim 2020)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

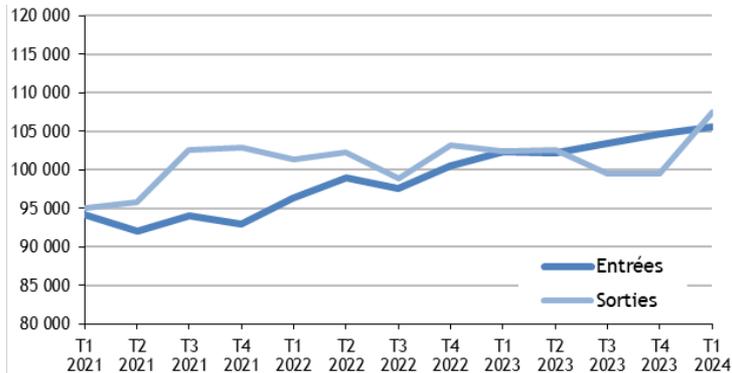


Les entrées et les sorties de France Travail au 1er trimestre 2024

Entre le quatrième trimestre 2023 et le premier trimestre 2024, la stagnation du nombre d'inscrits en catégories A, B, C provient d'un net ralentissement des entrées (+0,9 %) et d'une forte accélération des sorties (+8,0 %).

Sur un an, la hausse du nombre d'entrées (+3,2 %) s'explique, notamment, par la progression des licenciements économiques (+15,6 %). Parallèlement, la hausse des radiations administratives (+14,1 %) contribue à expliquer l'augmentation du nombre de sorties (+5,0)*.

Nombre moyen des entrées et des sorties** des catégories A, B et C de France Travail (Île-de-France, données CVS-CJO)

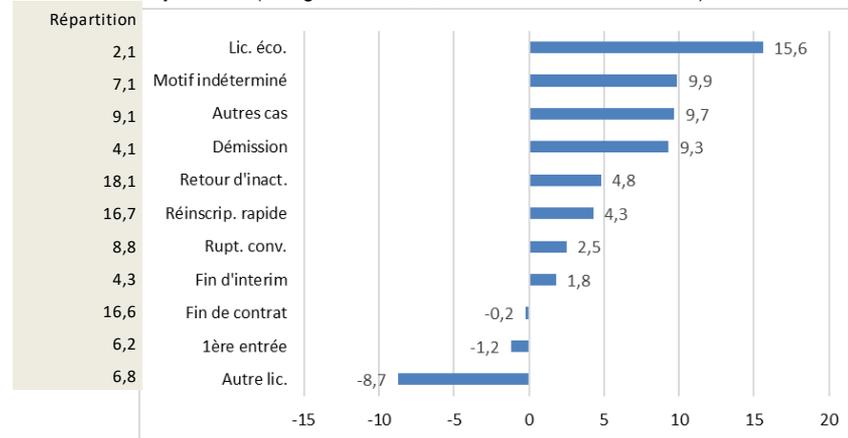


* L'ampleur des variations des motifs d'entrée et de sortie est traditionnellement importante. Au 1er trimestre 2024, cette ampleur est accentuée suite à la révision des données induite par l'actualisation des CVS-CJO.

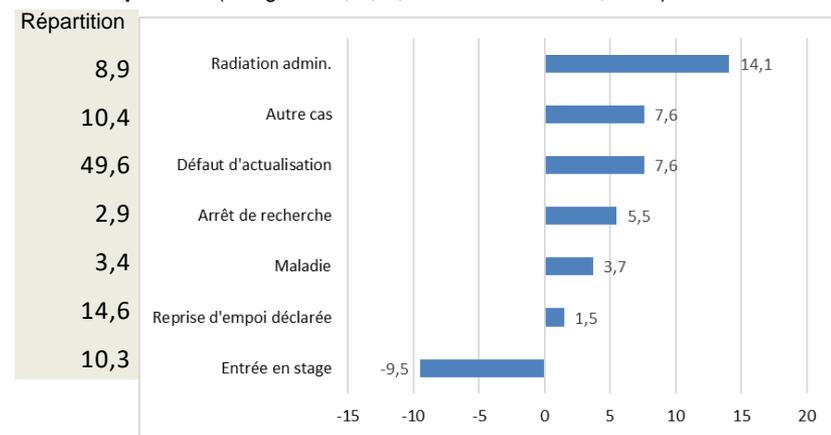
**Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

Variation sur un an des entrées à France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



Variation sur un an des sorties de France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



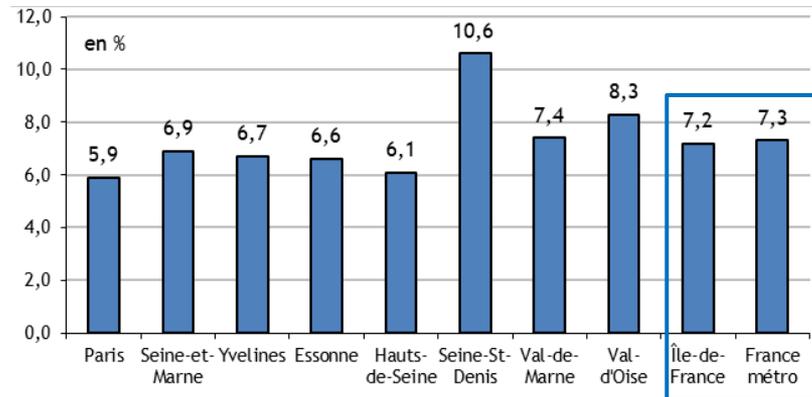
Le taux de chômage au 4e trimestre 2024

Au quatrième trimestre 2023, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) augmente (+0,2 point), et s'établit à 7,2 % de la population active, retrouvant son niveau de début 2022. À l'échelle de la métropole, la dynamique est similaire (+0,1 point, 7,3 % de la population active).

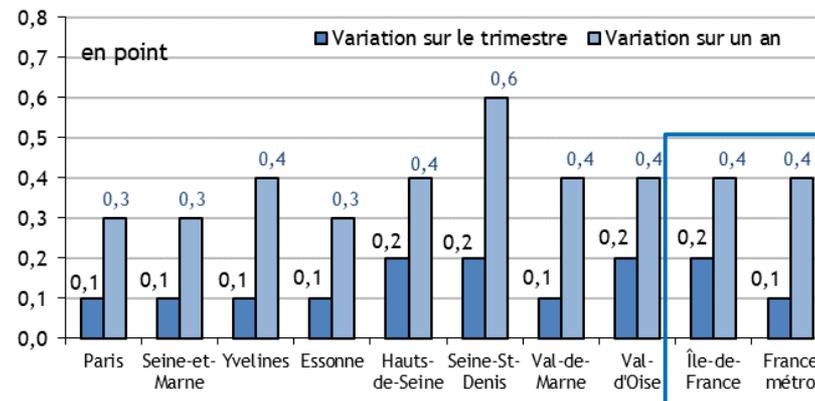
Le taux de chômage augmente dans tous les départements franciliens, de +0,1 point à +0,2 point. Les taux les plus élevés se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,6 %), dans le Val-d'Oise (8,3 %) et le Val-de-Marne (7,4 %). Les plus faibles sont observés à Paris (5,9 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,1 %).

Le taux de chômage est stable ou augmente dans l'ensemble des régions métropolitaines (de +0,0 à +0,2 point). L'Île-de-France ne se distingue donc pas de la dynamique métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 4e trimestre 2023
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 4e trimestre 2022 et le 4e trimestre 2023 (données CVS-CJO semi-définitives)



Les offres d'emploi collectées* par France Travail au 1er trimestre 2024

France Travail n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de France Travail, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

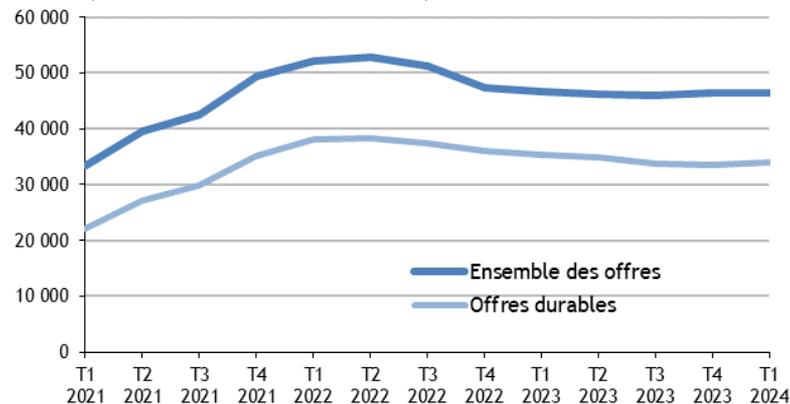
Au premier trimestre 2024, 46 440 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par France Travail en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 34 020 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi reste quasi stable par rapport au trimestre précédent (-0,1 % après +3,7 %). Néanmoins, parmi ces offres, celles qui sont durables augmentent de 1,8 % dans l'ensemble de l'Île-de-France et, très fortement dans les départements de Seine-et-Marne (+16,7 %) et de l'Essonne (+8,3 %).

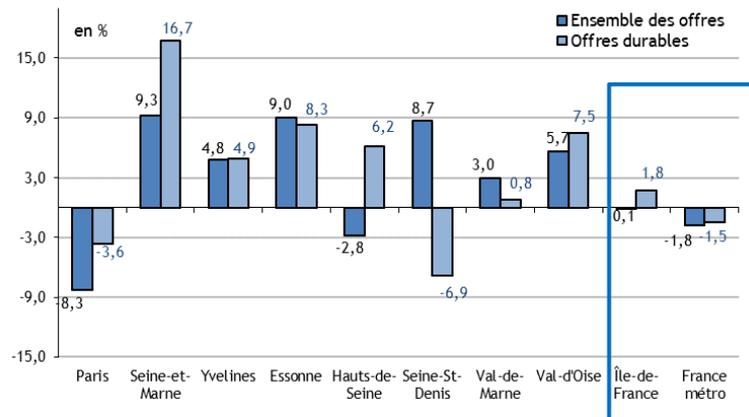
Au sein de la région, les départements enregistrant les plus fortes augmentations du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre sont la Seine-et-Marne (+9,3 %), l'Essonne (+9,0 %) et la Seine-Saint-Denis (+8,7 %). À l'inverse, le nombre d'offres collectées diminue à Paris (-8,3 %) et dans les Hauts-de-Seine (-2,8 %).

* Ensemble des offres directement déposées à France Travail.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les tensions sur le marché du travail francilien au 1er trimestre 2024

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,46 point en moyenne au premier trimestre 2024, soit 46 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

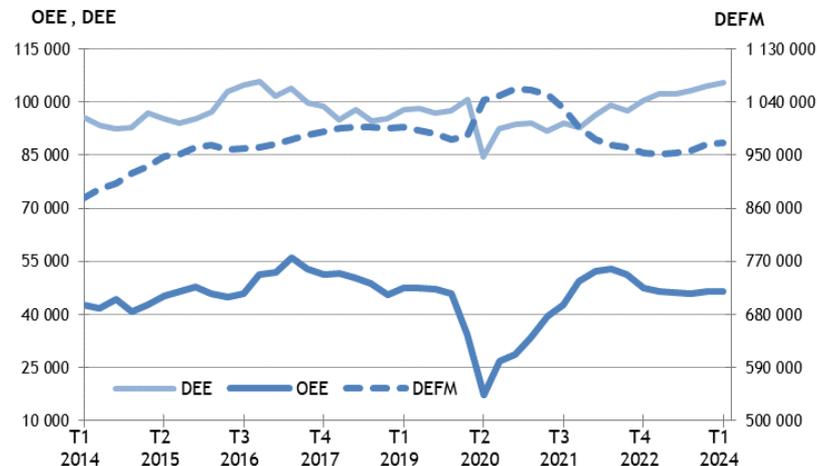
Ce ratio « offres sur demandes » augmente de 0,04 point sur un trimestre. Cette évolution s'explique par une stagnation du nombre d'offres d'emploi collectées (-0,1 %) couplée à une augmentation du nombre de demandes enregistrées par France Travail (+0,9 %).

Le taux d'écoulement* est stable sur le trimestre : 55,6 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de France Travail au premier trimestre 2024. Ce taux est proche de son niveau du premier trimestre 2023 (56,1 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 72,9 %. Il gagne 3,6 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (66,7 %) est moins élevé qu'au trimestre précédent (69,7 %) et qu'au premier trimestre 2023 (69,3 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

**Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.*

Les tensions selon les métiers au 1er trimestre 2024

Indicateurs de tension au 1er trimestre 2024 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T1 2023 (1)	Taux de tension au T1 2024	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T1 2024(2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T1 2024 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T1 2024	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T1 2024 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	1,26	0,68	97,1	53,7	7 665	11,0	-36,7	56,8
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	2,02	2,09	85,2	58,6	10 016	1,5	2,8	66,9
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	1,43	1,36	86,7	54,8	5 060	2,6	0,1	61,3
Conducteurs de véhicules	0,34	0,46	79,1	53,3	46 071	6,1	39,3	59,3
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,48	0,34	85,1	52,9	38 957	12,4	-25,0	68,9
Ingénieurs de l'informatique	0,85	0,49	97,9	53,1	22 266	24,2	-30,8	39,6
Personnels d'études et de recherche	0,52	0,52	90,4	57,6	6 926	8,8	1,3	62,1
Cadres de la banque et des assurances	0,63	0,12	87,6	50,3	3 793	10,5	-78,0	73,7
Vendeurs	0,41	0,35	73,5	60,1	36 669	-5,1	-17,0	67,7
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,42	0,45	75,7	58,8	22 121	3,4	11,1	70,3
Agents de sécurité et de gardiennage	0,44	0,89	44,2	54,2	18 799	9,1	146,5	83,7
Agents d'entretien	0,16	0,26	49,1	57,3	34 854	-6,4	54,4	79,3
Professionnels des arts et des spectacles	0,12	0,17	31,9	36,2	95 208	2,7	45,8	87,4
Aides-soignants	0,43	0,42	83,9	58,8	13 667	3,4	-9,1	61,0
Ensemble des familles professionnelles	0,47	0,46	72,9	55,6	973 947	-0,6	-1,7	66,7

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à France Travail durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à France Travail durant la même période. Lecture : il y a 0,68 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 1er trimestre 2024, contre 1,26 au 1er trimestre 2022 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à France Travail, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 60,1 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à France Travail au 1er trimestre 2024.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à France Travail et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de France Travail.

Le redémarrage de l'activité économique, dès le troisième trimestre 2020, provoque un rebond des tensions sur le marché du travail, en lien avec une forte augmentation des offres d'emploi et une forte baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Au 1er trimestre 2024, le taux de tension francilien diminue légèrement par rapport au même trimestre l'année précédente.

Au premier trimestre 2024, les tensions sont élevées, pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance (2,09 offres pour 1 demande). 85,2 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 72,9 % dans l'ensemble des métiers. Sur le trimestre et sur un an, les taux de tension connaissant les plus fortes progressions concernent les métiers d'agents de sécurité et de gardiennage (0,89 offre pour 1 demande ce trimestre, soit +0,45 point sur l'année). Pour ces derniers, les offres d'emploi ont été multipliées par près de 2,5 en un an, accroissement exceptionnel en lien avec l'organisation des JO 2024.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 4^e trimestre 2023

Plus de 2 252 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au quatrième trimestre 2023 en Île-de-France, dont 486 000 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

Au quatrième trimestre 2023, le nombre de DPAE tous contrats confondus est en augmentation en Île-de-France par rapport au même trimestre 2022 (+4,9 %). En revanche, il baisse pour les seuls contrats durables (-2,1 %). Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

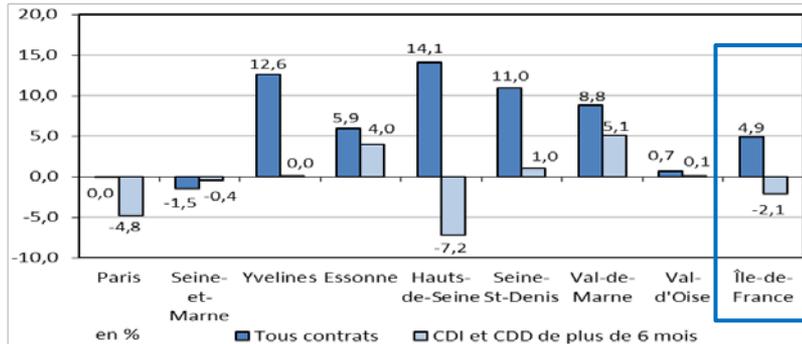
Au sein de la région, les Hauts-de-Seine et les Yvelines affichent les plus fortes hausses sur la période (respectivement +14,1 % et +12,6 % pour l'ensemble des contrats). À l'inverse, dans la Seine-et-Marne, le nombre d'intentions d'embauches recule sur la période (tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables augmentent dans la construction (+5,4 %). En revanche, elles baissent dans l'industrie (-1,3 %), dans le commerce (-2,5 %) et dans les services (-3,0 %).

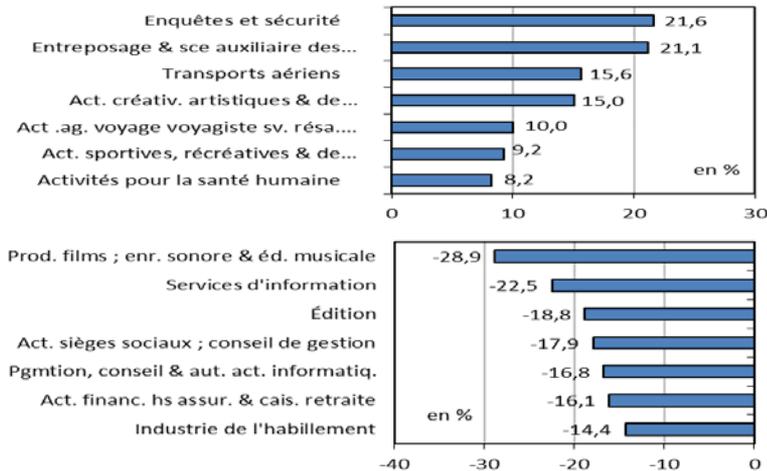
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (enquêtes et sécurité, entreposage et services auxiliaires des transports, transports aériens) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (production de films, services d'information, édition)*.

* Seuls les secteurs d'activité qui comptent plus de 1 000 embauches en contrats durables par trimestre sont pris en compte pour ces évolutions.

Évolution annuelle des DPAE par département (T4 2023 / T4 2022)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs
7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T4 2023 / T4 2022)



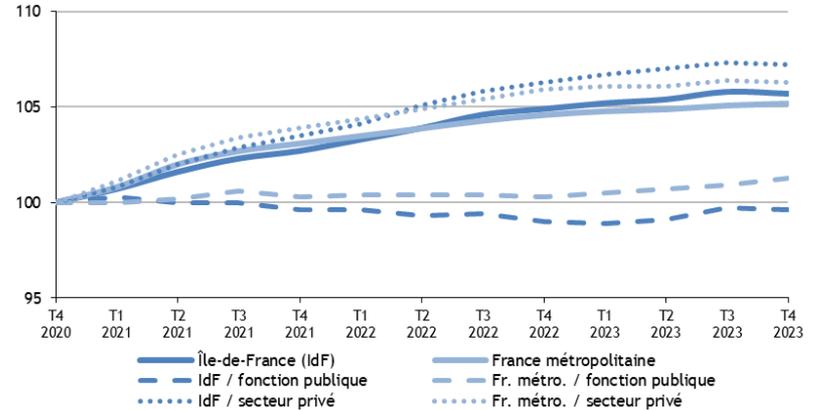
L'emploi salarié au 4e trimestre 2023

Au quatrième trimestre 2023, en Île-de-France, l'emploi salarié baisse légèrement : -0,1 % après +0,4 %, soit -7 200 emplois. L'emploi semblait auparavant avoir atteint un rythme de croisière, et il n'y avait pas eu de diminution depuis le quatrième trimestre 2020. En ce quatrième trimestre, tant le secteur public (-0,1 % en contrecoup après +0,6 %) que le privé (-0,1 % après +0,3 %) sont en baisse.

À l'échelon métropolitain, on observe également un tassement de l'emploi (+0,0 %) causé par le repli du secteur privé (-0,1 %) car le secteur public est dynamique (+0,4 %).

À l'exception du Val d'Oise (+0,4 %) et de la Seine-et-Marne (+0,0 %), l'emploi salarié est en baisse stricte dans tous les départements, de -0,1 % (Paris et Hauts-de-Seine) à -0,4 % (Seine-Saint-Denis).

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 4e trimestre 2020)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2023	T4 2023 / T3 2023		T4 2023 / T4 2022	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 992 810	-1 720	-0,1	17 170	0,9
Seine-et-Marne	506 350	-60	0,0	2 940	0,6
Yvelines	534 760	-810	-0,2	-760	-0,1
Essonne	495 520	-1 160	-0,2	4 900	1,0
Hauts-de-Seine	1 156 570	-650	-0,1	11 800	1,0
Seine-Saint-Denis	671 610	-2 710	-0,4	5 310	0,8
Val-de-Marne	553 310	-1 880	-0,3	80	0,0
Val-d'Oise	418 530	1 800	0,4	5 880	1,4
Île-de-France	6 329 470	-7 190	-0,1	47 330	0,8
France métro.	26 444 980	11 730	0,0	144 410	0,5

L'emploi salarié par secteur au 4e trimestre 2023

Au quatrième trimestre 2023, les évolutions de l'emploi par secteurs en Île-de-France sont très contrastées. L'emploi francilien diminue (-0,1 %, soit -7200 salariés), notamment dans le commerce (-5 100 en contrecoup après +5 000), l'intérim (-3 900) et les services marchands hors intérim (-2 200). À l'inverse, l'industrie (+2 400) demeure le secteur le plus dynamique, suivi plus modestement par le tertiaire non marchand (+1 500).

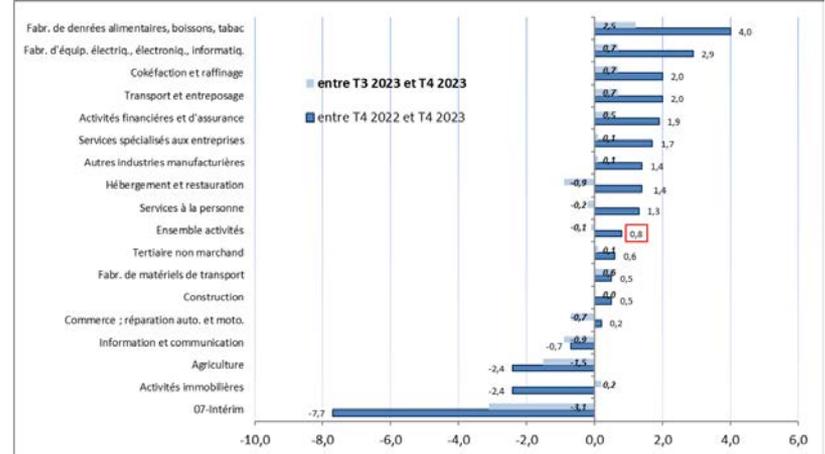
Dans l'ensemble, autant la construction (+0,0 %) que le commerce (-0,7 % après +0,7 %) et les services marchands hors intérim (-0,1 % après +0,3 %) semblent avoir convergé vers un plateau après une période de hausse post-crise.

Au sein des services marchands hors intérim, la diminution repose notamment sur celles de l'information et communication (-4 300) et de l'hébergement restauration (-2 900). À l'inverse, le transport et entreposage est dynamique (+2 800).

Dans l'industrie, ce sont tous les sous-secteurs qui contribuent à l'augmentation du secteur. En particulier, la *Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac* et la *Cokéfaction et raffinage* croissent respectivement de +700 et +600 salariés. La fabrication de matériels de transport est en hausse (+400) et semble avoir interrompu depuis trois trimestres sa baisse tendancielle de long terme.

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2023	T4 2023 / T3 2023		T4 2023 / T4 2022	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 880	-90	-1,5	-140	-2,4
Industrie	441 180	2 400	0,5	8 410	1,9
Construction	343 710	120	0,0	1 650	0,5
Commerce	744 440	-5 060	-0,7	1 290	0,2
Services marchands hors intérim	3 099 250	-2 170	-0,1	35 890	1,2
Tertiaire non marchand	1 576 430	1 470	0,1	10 120	0,6
Intérim	118 580	-3 850	-3,1	-9 880	-7,7
Secteur privé	5 159 150	-5 990	-0,1	40 850	0,8
Fonction Publique	1 170 310	-1 200	-0,1	6 490	0,6
Ensemble des secteurs	6 329 470	-7 190	-0,1	47 330	0,8

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Les mouvements de main d'œuvre au 4e trimestre 2023

Au quatrième trimestre 2023, en Île-de-France, 2 025 100 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, hors agriculture et intérim), soit -0,4 % par rapport au trimestre précédent (-0,3 % en France métropolitaine). 2 066 900 contrats prennent fin au quatrième trimestre 2023, soit +2,0 % par rapport au trimestre précédent (-1,0 % en France métropolitaine).

L'écart positif entre les entrées et les sorties, qui diminuait progressivement depuis le deuxième trimestre 2021 en Île-de-France, est devenu négatif, les sorties excédant les entrées. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

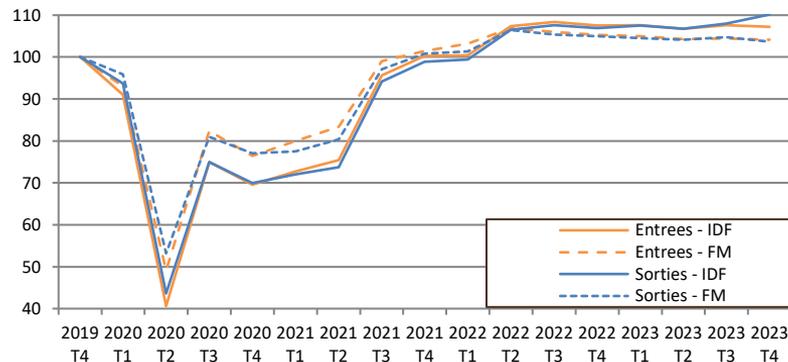
318 100 CDI sont signés, soit 3,0 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 359 500 CDI prennent fin (+11,8 %).

Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)			
		T4 2023	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023
Entrées	Ensemble	2 025	0,1	-0,8	0,8	-0,4
	Industrie	33	-0,1	-1,7	2,9	-2,9
	Construction	41	1,0	-0,7	-0,7	-1,3
	Tertiaire	1 951	0,1	-0,8	0,8	-0,3
	CDD	1 707	0,4	-0,2	0,8	0,1
CDI	318	-1,4	-3,9	1,0	-3,0	
Sorties	Ensemble	2 067	0,5	-0,7	1,1	2,0
	Industrie	31	0,8	-2,9	1,6	-0,1
	Construction	44	1,3	1,4	3,1	4,4
	Tertiaire	1 991	0,5	-0,7	1,1	2,0
	CDD	1 707	0,5	-0,2	0,9	0,1
	CDI	359	0,9	-3,5	2,2	11,8

Mouvements de main d'œuvre

(données CVS-CJO, base 100 au T4 2019)



L'activité intérimaire au 4e trimestre 2023

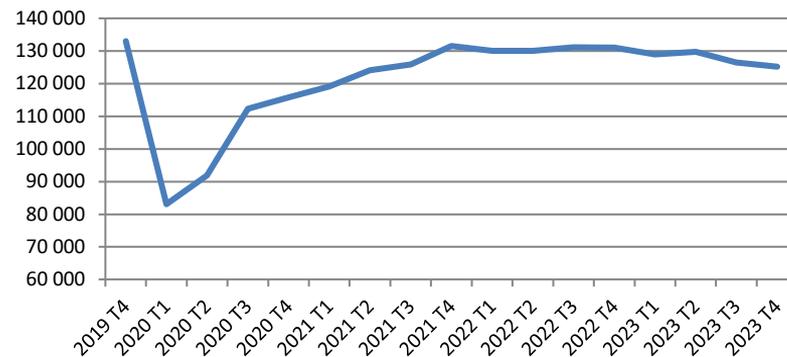
A la fin du quatrième trimestre 2024, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 125 100 et diminue de 1,0 % (soit -1200 intérimaires). En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires diminue au même rythme (-1,7 %).

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie baisse nettement (-3,4 % au quatrième trimestre, soit -600 intérimaires) pour le quatrième trimestre consécutif. Presque tous les sous-secteurs sont stables ou à la baisse, mais l'essentiel de la contribution provient de la *Fabrication de matériels de transport* (-200) et du *Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution* (-100).

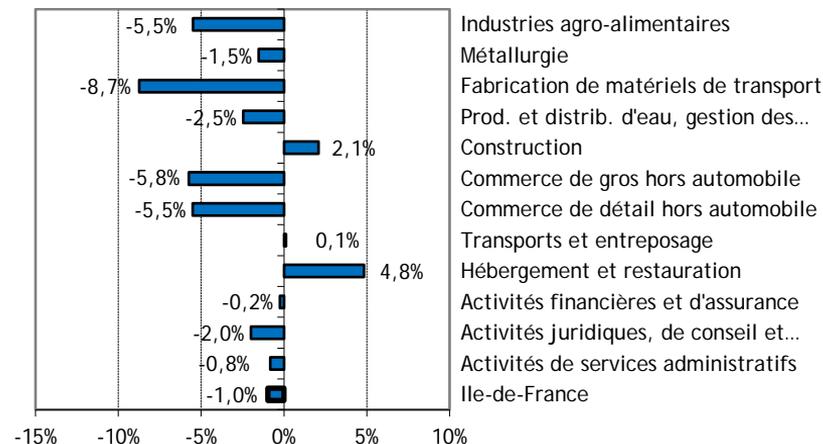
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires augmente de 2,1 % (soit +500 intérimaires après -500). La tendance à moyen terme, en Île-de-France comme en France métropolitaine, est plutôt baissière dans ce secteur depuis la fin de la crise sanitaire, mais une stagnation semble apparaître à court terme.

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire baisse sensiblement (-1,3 %, soit -1 100 intérimaires). Cette baisse est répartie dans de nombreux sous-secteurs, mais la contribution des *Arts, spectacles et activités récréatives* est notable (-400 intérimaires). La tendance à moyen terme est celle d'un plateau légèrement baissier depuis début 2022. En France métropolitaine, la dynamique est plus clairement baissière depuis cette date.

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent
par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Les demandes d'activité partielle au 1er trimestre 2024

En Île-de-France, au cours du 1er trimestre 2024, le nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle* notifiées par les services des Drieets/Ddets continue de baisser, s'établissant à 481 pour l'ensemble des départements. Ce niveau reste cependant supérieur aux nombres de demandes d'autorisations enregistrées avant la crise sanitaire.

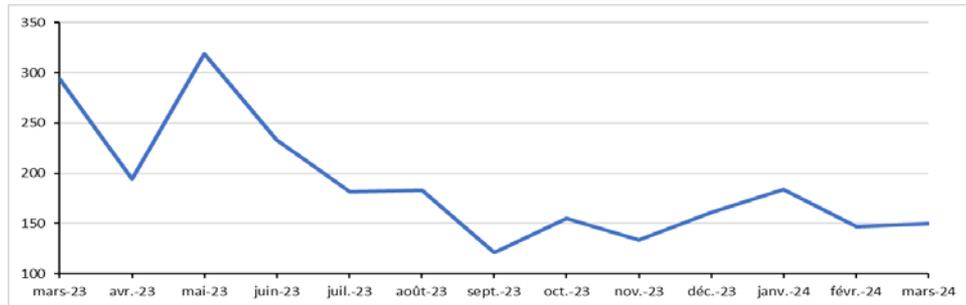
Paris concentre 32 % des demandes d'activité partielle de la région, tandis que 33 % proviennent des départements de la petite couronne et 35 % des départements de la grande couronne. Malgré la baisse régionale trimestrielle, une hausse est observée dans trois départements : Paris et Hauts-de-Seine (principalement dans les activités juridiques et comptables), et la Seine-et-Marne (dans la fabrication de denrées alimentaires et la construction).

Au premier trimestre 2024, trois secteurs concentrent la moitié des demandes d'autorisation régionales : l'hébergement et la restauration (21 %), les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (16 %) et le commerce, la réparation d'automobiles et de motocycles (15 %).

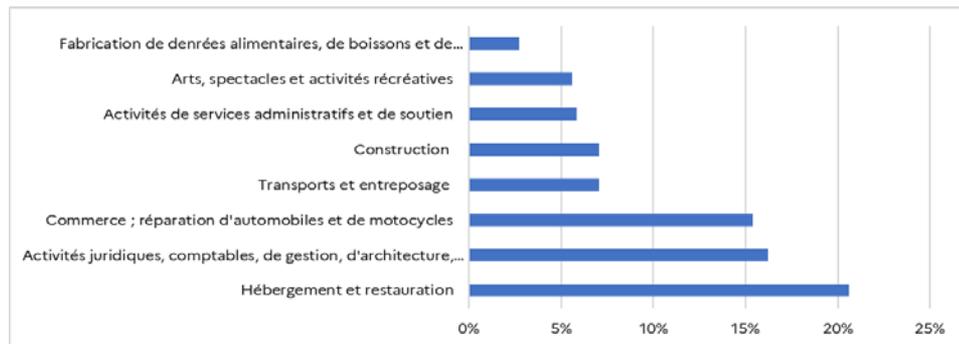
* Avant 2020, on utilisait dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». Avec la crise sanitaire, tous les motifs ont été regroupés.

Nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle au T1 2024	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	481	152	44	52	23	51	61	47	51
Janvier	184	57	12	22	7	22	23	18	23
Février	147	50	20	19	7	15	12	10	14
Mars	150	45	12	11	9	14	26	19	14

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 1er trimestre 2024



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 1er trimestre 2024

Au premier trimestre 2024, 73 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 15 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 3 907 emplois menacés* par des PSE et 2 150 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. En 2022, ce rythme s'est fortement ralenti, avec moins de 13 000 emplois menacés sur la période. Avec près de 22 000 emplois menacés, l'année 2023 a marqué un rebond des restructurations, tout en restant très éloignée des niveaux observés pendant la crise sanitaire.

Au premier trimestre 2024, le secteur des activités financières et d'assurance cumule le plus d'emplois menacés (1 250). Le secteur de la fabrication de machines et équipements est toutefois le plus affecté en proportion de l'emploi local qu'il représente, soit un peu plus de 190 emplois menacés correspondant à 1,3% des salariés de ce secteur. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans les Hauts-de-Seine (2 580).

Au premier trimestre 2024, quatre secteurs représentent plus de la moitié des emplois menacés par des PSE et des RCC : les activités financières et d'assurance (1 250 emplois menacés), le commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (1 080), les activités informatiques et services d'information (550) et les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (400).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

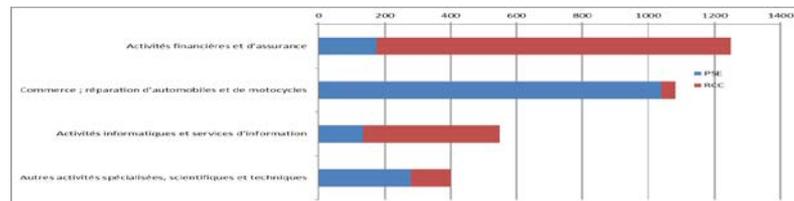
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS de Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T1 2024	73	26	4	3	5	19	7	5	4
PSE en 2023	240	76	10	10	13	70	37	10	12
RCC au T1 2024	15	4	0	0	1	9	0	0	1
RCC en 2023	60	27	1	4	4	16	4	2	2

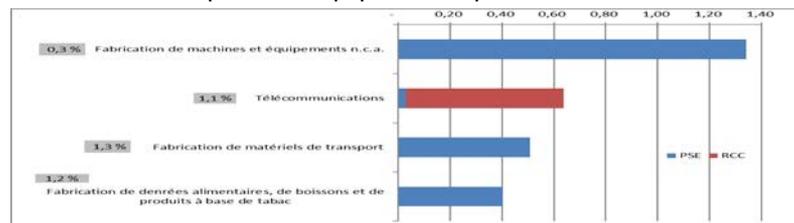
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T1 2024	3907	1404	187	278	195	1057	419	144	223
Emplois menacés par des PSE en 2023	18070	5419	987	800	722	4644	4170	532	684
Emplois menacés par des RCC au T1 2024	2150	172	0	0	347	1525	0	0	106
Emplois menacés par des RCC en 2023	3772	962	17	77	1467	726	51	62	226

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T1 2024



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T1 2024



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)
Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

Directeur de publication : Gaëtan Rudant

Étude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@drieets.gouv.fr
Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur <https://idf.drieets.gouv.fr>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**